

Arguments pour la lutte sociale n° 14 du 20 septembre 2015

Honneur au peuple burkinabé !

Un peuple entier, debout, contre les militaires putschistes. Madrid, Barcelone, juillet 1936 ? Certes. Mais aujourd'hui : Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Ouahigouya, et toutes les localités, jusqu'aux plus petites, du Burkina Faso, se sont levées toutes ensemble et spontanément, simultanément, quand le Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP), cœur de l'ancien régime, conduit par le général Gilbert Diendéré, a annoncé qu'il prenait le pouvoir et «suspendait la transition» (la transition démocratique censée se dérouler au Burkina), c'est-à-dire entendait stopper la révolution ouverte par la chute de Blaise Compaoré, son ancien mentor, président qui voulait l'être à vie, chassé fin octobre 2014.

La « transition » pédalait, mais la perspective d'élections libres donnait des possibilités d'organisation et d'expression aux forces populaires, représentées par une multitude de comités, associations de quartier, associations féminines, syndicats, réseaux comme le « Balai citoyen » constitué lors de la chute de Compaoré. La «transition» inévitablement pédalait car les graves questions sociales et économiques du Burkina sont les questions auxquelles l'Afrique, auxquelles le monde, sont confrontés, et sa jeunesse et ses anciens le savent qui considèrent la révolution burkinabé comme un message pour toute l'Afrique, montrant l'alternative aux guerres impérialistes et prétendument «tribales» et autres barbaries islamistes ou chrétiennes qui se sont abattues sur l'Afrique centrale puis sur le Centrafrique et le Sud Soudan.

Une alternative qui commence par chasser les présidents à vie, les dictateurs corrompus et autres, ce que la jeunesse et la population burkinabé affirment clairement en exigeant que plus jamais des militaires n'exercent le pouvoir. Cela, tout en arborant le visage devenu un drapeau d'un militaire anti-impérialiste, Sankara, fidèles ainsi à sa mémoire en allant plus loin, en voulant prendre en main leur propre émancipation.

Le principal raté de la «transition» c'est justement que la révolution d'octobre 2014 n'est pas allée jusqu'au bout dans la destruction et le jugement de toutes les institutions de l'ancien régime, dont le RSP était le cœur : le RSP était toujours là, et c'est donc lui qui, dans la soirée du mercredi 16 septembre, a «pris le pouvoir», la veille du jour où l'autopsie de Thomas Sankara risquait d'apporter des précisions sur ses assassins - tous pensent à Diendéré, justement. Diendéré faisait partie de l'équipe qui a arrêté Sankara, et beaucoup murmurent qu'il aurait lui-même tiré le coup mortel.

Il s'agissait donc d'en finir avec ce mouvement populaire, national, social, porteur de l'espoir de libération de tout un continent.

Mais l'événement, ce soir du 16 septembre, le vrai événement, ce ne fut pas le coup d'État. Ce fut la levée en masse de tout le peuple. Partout. Aussitôt le couvre-feu proclamé, aussitôt le couvre-feu était moqué ouvertement, par toute la jeunesse sur ses mobylettes et ses vélos. **Les mobylettes** sont le premier symbole de la contre-attaque populaire, elles portent la jeunesse qui veut un avenir et qui veut la démocratie. Miliciens, nervis et provocateurs en veulent aux mobylettes et cherchent à s'en emparer pour les brûler. Après les mobylettes, le deuxième symbole, ce sont les spatules. **Les spatules** sont brandies par des milliers de femmes qui entourent les casernes et, en tant que mères, s'adressent aux jeunes soldats : « *passer dans le camp du peuple !* » Avec un sûr instinct révolutionnaire, dans tout le pays, la jeunesse sur ses mobylettes et les femmes brandissant leurs spatules marchent sur les casernes et les gendarmeries.

L'armée du coup «n'a pas bougé», des rumeurs faisant état d'un ralliement au peuple ou au moins d'une neutralité bienveillante des soldats, à Bobo-Dioulasso. Le RSP, environ 1200 hommes, est isolé. Il tient les grands axes et les principaux carrefours de Ouaga, et tout le reste est debout autour de lui.

Voilà pourquoi les grands de ce monde, à commencer par l'impérialisme français dont le «nouvel homme fort du Burkina», comme se sont empressés de dire certains médias, est le «partenaire» n°1 dans ce pays (il l'était déjà avant son *golpe*), sont d'une extrême prudence et n'ont pas reconnu immédiatement son régime, tentant des «médiations».

D'une part, les miliciens ont tiré, tuant, non 4 ou 5 victimes comme on le lit, mais des dizaines, sans compter les malades et les femmes enceintes qui n'ont pu se rendre aux dispensaires. Poursuivre dans cette voie, c'est aller au massacre et peut-être perdre, car le peuple est mille fois plus nombreux que les miliciens.

D'autre part, ils «émettent des signaux d'apaisement» comme disent les mêmes médias, rouvrant les frontières, prétendant que des élections auront bien lieu, libérant tout en gardant la main sur tel ou tel membre du gouvernement de transition qu'ils avaient arrêtés le premier soir, accumulant donc les signes d'hésitation et de panique, cependant que les émissaires de la CEDEAO (Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest, une instance fort peu « économique » en vérité, vouée à ce type d'exercices) cherchent une «porte de sortie».

Qu'est-ce à dire ? Pour le peuple burkinabé, plus aucune «porte de sortie» n'est acceptable avec un militaire quel qu'il soit au pouvoir. Pour le peuple burkinabé, son droit à voter à tous les niveaux pour décider lui-même de ses lois et de son destin est imprescriptible. Il ne le marchandera pas. Il montre la voie à tous ses frères d'Afrique.

En France nous avons le devoir de faire connaître ce qui se passe réellement au Burkina Faso et dans toutes les anciennes colonies françaises. Croire qu'il s'agit de «turbulences africaines», c'est de l'arriération provinciale ! Il s'agit de la révolution, il s'agit de nous, il s'agit de l'avenir.

Dernière minute, dimanche à 14h. Les putschistes reculent et concèdent que des élections auront bien lieu, etc. Mais les militaires du RSP ayant, à juste titre, peur de la justice populaire sont d'autant plus dangereux. La manifestation, ce matin place de la Nation à Ouagadougou, n'a pu avoir lieu, la jeunesse s'est portée devant l'hôtel Laica où le RSP a attaqué, manquant atteindre les ambassadeurs de France et des États-Unis, se heurtant aux manifestants et à la gendarmerie ! Mot d'ordre populaire : vigilance jusqu'au bout, justice populaire !

Murs de fer barbelé en Europe

La Hongrie a une histoire avec les murs.

Lorsque le pays naît en tant qu'État indépendant, en 1918, il étouffe : les Magyars (Hongrois) sont nombreux en dehors de ses frontières, c'est l'effondrement national qui porte, pendant quelques semaines, au pouvoir une social-démocrate en crise pénétrée par le jeune parti communiste, qui proclame la «dictature du prolétariat» alors qu'il représente surtout l'espoir de conjurer la disparition de la nation, laquelle tente de se fédérer avec une République soviétique slovaque.

Puis c'est la dictature confinée, stupide et antisémite, de Horthy : le pays est corseté, on ne passe pas les frontières.

Le régime s'effondre en 1944 mais l'occupation russe se substitue sans transition à la dictature. C'est en 1956 que les conseils ouvriers prennent le pouvoir pendant quelques jours,

affrontant les troupes russes, et que la Hongrie montre que la révolution, la vraie, reste possible et actuelle en Europe. Son écrasement produit le plus grand exode sur ce continent entre la deuxième guerre mondiale et aujourd'hui. Et la frontière hungaro-yougoslave est, avec celle de l'Autriche, la grande voie de fuite pour les réfugiés hongrois.

En 1989, la pression populaire et le relâchement des liens avec le «grand frère» lui-même en crise, la Hongrie étant alors la première porte d'entrée des capitaux occidentaux en «Europe de l'Est», comme on disait, conduisent pendant l'été à l'ouverture de ce que l'on appelait le «rideau de fer». Les Allemands de RDA tentent alors, en nombre, de passer à l'Ouest en passant par la Hongrie. La protestation contre la tentative du régime de RDA de les en empêcher est au cœur des manifestations des «lundis de Leipzig» qui conduiront à la chute du Mur de Berlin et de tout le Rideau de fer, en quelques semaines. C'est la Hongrie qui a commencé à déchirer le rideau, à casser le mur qui coupait l'Europe en deux.

Le régime de Orban, régime qui tente de s'instituer en dictature bonapartiste permanente, combinant son appartenance à l'Union Européenne et l'établissement de liens privilégiés avec Poutine, héritier idéologique du dictateur Horthy l'ami des nazis comme du flic kaguéliste Gero, cultive l'«identité européenne et chrétienne» et déteste les musulmans, les Juifs et les Roms. C'est ce régime qui a construit un rideau de fer, barbelé, sur sa frontière avec la Serbie, et qui est en train de le prolonger au sein même de la prétendue Union dite Européenne, sur sa frontière avec la Roumanie.

26 ans après la chute du Rideau de fer, la Hongrie de Orban, membre de l'UE, a commencé sa reconstruction.

Et si Mme Merkel et d'autres jouent la vertueuse indignation, force est de constater que l'Autriche, la Croatie, et jusqu'à la France à la frontière italienne, sont engagés dans le processus de remise en place des contrôles aux frontières.

Une Europe véritable, celle des peuples libres, accueillerait tous les réfugiés de Syrie, d'Irak, de Turquie, du Yémen, d'Érythrée, du Soudan, d'Afghanistan, de Tchétchénie, elle protégerait les Roms et combattrait le racisme. Après la punition économique barbare de la Grèce, la présente crise le montre à tous : l'UE n'est pas l'Europe. L'UE est faite pour «punir la Grèce», pas pour enlever les barbelés d'Orban.

La Fed paralysée

Jeudi dernier, la Fed (Réserve fédérale, la Banque centrale des États-Unis) a finalement décidé de ne rien décider, en ne relevant pas ses taux directeurs, de peur de faire chuter les bourses. Et ainsi, elle a fait chuter les bourses le lendemain.

Théoriquement la perspective d'une hausse des taux d'intérêts nord-américains reste programmée avant la fin de l'année, mais rien n'est sûr en fait : les Banques centrales naviguent à vue, ayant «surmonté» la bulle financière qui a explosé en 2008 par la création d'une bulle bien plus ample encore, adossée cette fois-ci aux États.

Est-ce la même histoire qui se répète sans fin ? Pas tout à fait : le capitalisme vise à l'accumulation sans fin, mais il est en crise de rentabilité, parce que les fondements qu'il exploite : les êtres humains et la planète, ne suivent plus, et donc le gonflement des bulles, le capital fictif, va dans le mur.

... Et en prime, au lendemain de la non-décision de la Fed, l'«agence de notation» Moody's a abaissé la «note» de la France, estimant que «la faiblesse continue» de la «croissance» en France devrait perdurer «jusqu'à la fin de la décennie».

Syndicalisme ou intégration ?

Nous disions la semaine dernière que l'indépendance syndicale était LA question *politique* de cette rentrée. Cela se confirme.

Dés mercredi soir le site web des *Échos*, anticipant l'édition papier du lendemain, saluait cet événement : « *le ralliement de cette organisation, classée d'ordinaire dans le camp contestataire, est symboliquement et politiquement important ...* ». Il s'agit de la FSU, dont le CDFN (Conseil Délibératif Fédéral National) venait de décider la signature du protocole « *Parcours Professionnels Carrières et Rémunération* » (PPCR) dans les fonctions publiques, par une majorité qualifiée de 70,4% des votants, c'est-à-dire à une voix près.

[Nous insérons ici le mail d'un camarade ayant des responsabilités au SNUIPP-FSU :

« Ce vote a été obtenu à l'arraché et par des méthodes posant problème : lancement d'un sondage ouvert aux non syndiqués par le SNUIPP, le SNES et le SNEP, sur la base de questions biaisées incitant à répondre « il faut signer » : les passages sur les menaces contre les statuts, qui figuraient dans le texte du questionnaire soumis par la commission de travail des 3 syndicats, ont disparu sur le net. Et donc il était surtout dit que les salaires allaient augm,enter !

Dans ces conditions il est presque étonnant qu'il y ait eu, sur - paraît-il ...- 23 300 réponses venant essentiellement du SNUIPP dont une moitié de non syndiqués, tout de même 28,33% de votes pour ne pas signer (noyés dans plusieurs questions), contre 43,13% pour signer, le reste ne se prononçant pas.

Mais lors du CDFN, fut d'abord organisé, à la demande de la direction du SNUIPP, un « vote indicatif » qui montra clairement que les mandats des représentants, pourtant déjà « corrigés » bien souvent, étaient très loin de la majorité qualifiée puisqu'on en était à 60% et quelques. Trois syndicats nationaux se prononçaient en outre contre la signature : ceux des Assistants sociaux, de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et des personnels ministériels ou interministériel de l'Équipement, des Affaires maritimes et de l'Agriculture. Il est vrai que le SNETAP (Enseignement Agricole) avait consulté sur le net ses seuls syndiqués, mais les questions étaient encore plus biaisées qu'à l'Éducation nationale, et ont donné 71% de Oui - on n'a pas su sur combien de votants.

Mais le plus important, c'est que dans le SNUIPP, 34 sections départementales ne s'étaient pas prononcées, 32 s'étaient prononcées pour signer, 31 contre, mais que le Secrétariat général avait traduit cela ainsi dans la répartition des 12 mandats du syndicat, au motif du « sondage » : 5 voix pour, 3 contre et 4 ne votant pas !

Même avec cela, il n'y avait pas de majorité qualifiée ...

Mais il y eut une interruption de séance. Une longue interruption de séance. Au terme de laquelle les votes du SNUIPP devinrent : 8 pour et 3 contre ! La tendance « École Émancipée » fut au cœur des retournements, tout à fait indispensable pour assurer la signature avec la ministre. A une voix près, au final. »]

Un « sondage participatif » sur le net : les ministres de l'Éducation nationale le font, mais des directions syndicales ... le résultat n'est-il pas de court-circuiter les instances régulières, statutaires, transparentes et démocratiques de leurs propres syndicats !

Des mandats ainsi triturés, une « interruption de séance » pour les infléchir un peu plus, et au final une voix près ...

Si le respect effectif des statuts et de la démocratie dans la libre expression de toutes les positions avait été là, y aurait-il eu une majorité qualifiée statutaire pour signer ?

Dans ces conditions, la démocratie syndicale ne devrait-elle pas consister dans le retrait de la signature ?

Voilà donc pourquoi les *Échos* de mercredi soir étaient contents. Mais tout de même avec des réserves, car selon eux, « ... ce renforcement du camp du Oui [FSU, UNSA, CFDT,

notamment] *ne suffit pas à rendre l'accord cadre sur les carrières dans la fonction publique majoritaire* » car il est à craindre (pour *les Échos*) que CGT et FO ne signent pas.

Du côté de FO, la grosse Fédération des services publics et de Santé se prononçait en effet le même jour pour ne pas signer. La décision appartient statutairement à la Fédération Générale des Fonctionnaires FO dont les instances doivent en principe décider de leur position lundi 21 septembre. On ne peut d'ailleurs pas dire que la base syndiquée ait été associée massivement à la décision, mais les instances de FO, pesant le pour et le contre, penchent pour ne pas signer.

Un argument fort : alors que l'on a abondamment répété, surtout dans les syndicats de fonctionnaires d'État comme à la FSU, cette affirmation de provenance CFDT selon laquelle cet accord devrait tout de même améliorer les carrières des catégories C (bien qu'il ne s'agisse que de promesses, et de promesses d'ici 2020 !!!), il conduit à la fin des « avancements à la durée minimale », des rythmes locaux d'avancement négociés dans telle collectivité locale ou dans tel hôpital public, c'est-à-dire souvent à la BAISSSE du salaire net réel de nombreux agents de catégorie C, et en tous cas à des amputations qui viendront compenser les augmentations promises par ailleurs !

De plus, ce recul social dans les Fonctions publiques territoriale et hospitalière consisterait dans la suppression de la possibilité d'améliorer localement les règles nationales : c'est l'équivalent de la suppression de la « hiérarchie des normes » prévue dans les entreprises contre le Code du Travail par le rapport Combrexelle.

Et de plus, encore, ce soi-disant « alignement des Fonctions publiques » vise à leur rapprochement en cassant les statuts.

Dans ces conditions, la plus grosse Fédération, en nombre d'adhérents, de FO qu'est celle des Services publics et de Santé, était fortement incitée à ne pas signer.

Du côté de Solidaires, la non signature semble vraisemblable.

Du côté de la CGT, l'ambiance n'est pas à la signature : des AG d'UD, comme dans le Puy-de-Dôme, se sont prononcées contre, et le bruit court que les instances confédérales préfèrent ne pas essayer de signer. La crise au sommet réalimentée par le livre de Le Paon (qui ne dit pourtant pas grand-chose ...), et le mécontentement profond des délégués de base dans les entreprises et les unions locales, penchent en ce sens. Toutefois, rien n'est acquis.

C'est pourquoi la signature de la FSU est tout sauf neutre. Si CGT et/ou FO venait à signer, elle y aurait largement contribué. Il est encore temps d'empêcher cela. Pourquoi est-ce important, pourquoi est-ce une question *politique* ?

Parce que l'intégration du syndicalisme au cadre contraint des mesures gouvernementales, c'est sa paralysie, c'est le contraire du syndicalisme. La suite serait la conférence sociale d'Octobre. Aucune augmentation de salaire ne résultera de ce « protocole » : il ne conduit à rien d'autre qu'aux attaques contre la fonction publique. Or, la tendance contraire, celle de l'action indépendante, monte et montera.

C'est elle qui, de manière encore éparpillée, marque tout le climat actuel dans la principale organisation syndicale : la CGT.

C'est elle qui est à l'œuvre dans la résistance à la « réforme du collège » qui a mis 25% à 30% des personnels des collèges en grève ce 17 septembre malgré la cassure constituée par le choix des directions syndicales d'attendre que la rentrée soit passée pour fixer une date de grève.

La lame de fond contre la « réforme du collège » est en train de se regrouper. Des signes ne trompent pas : le syndicat des chefs d'établissements et la CFDT crient « casse-cou » au gouvernement, les demi-journées banalisées et autres réunions obligatoires deviennent autant

de moments fixés à l'avance pour l'affrontement qui monte, et les demandes d'inscriptions en latin et en grec n'ont jamais été aussi élevées depuis des années alors que ces disciplines devraient disparaître comme telles avec la «réforme du collège» ...

Le lendemain de cette première grève de l'année scolaire, le ministère après avoir refusé de recevoir l'intersyndicale des lycées et collèges a publié les programmes «définitifs» liés à cette réforme, allant du Cours Préparatoire à la 3^e : la dilution des savoirs continue de plus belle mais pour donner des gages de «traditionalisme» on annonce la dictée quotidienne obligatoire (mais très courte !) et un enseignement de l'Histoire centré sur «la France» : le pire du pédagogisme conjugué avec le pire du traditionalisme, et la fin de la liberté pédagogique.

La tendance contraire à l'intégration du syndicalisme à l'État et à l'entreprise marquée par le protocole PPCR, le congrès de la CES et la «conférence sociale», s'exprime encore dans la poursuite du conflit à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, et la résistances des personnels hospitaliers et de leurs syndicats CGT, FO et Solidaires.

Entre les deux tendances, l'une devra l'emporter.

La victoire de la tendance à l'action indépendante pour gagner, dans les collèges, dans les hôpitaux, dans les entreprises, partout, est la principale question politique que tout courant se voulant «révolutionnaire» ou simplement partisan du progrès social, devrait avoir en vue avant toute autre considération.

Donner toute sa portée à la défense des libertés syndicales

Le 23 septembre, la CGT lance un journée d'initiatives pour la défense des libertés syndicales. Au centre de cet appel, l'accumulation des attaques portant d'abord sur les militants syndicaux dans tous les secteurs (voir les affaires judiciaires de Roanne, des « 5 d'EDF-GDF », l'inspectrice du travail à Annecy poursuivie par Tefal, etc) mais aussi la remise en cause par de nombreuses collectivités locales des Bourses du travail (liste malheureusement non limitative : Blanc-Mesnil, Bobigny, Chartres, Le Havre, Villefranche-sur-Saône, Foix, Toulouse, Villejuif, Nemours, etc ...) . Depuis la légalisation des syndicats sous la 3^{ème} République, ceux-ci ont bénéficié de la mise à disposition permanente - sauf sous Vichy !- de locaux pour les bourses du travail locales (UL) ou départementales (UD).

Que les municipalités de droite soient en pointe pour la remise en cause de ces acquis démocratiques qui permettent aux salariés de se défendre et aux syndicats d'organiser cette défense, nulle surprise. Mais cela se passe dans un contexte où Hollande et sa majorité parlementaire ont sciemment refusé de voter une loi d'amnistie pour les syndicalistes incriminés par les patrons, syndicalistes qui restent soumis à l'obligation de fichage de leur ADN en cas d'arrestation ou de condamnation ...

D'un côté, chasse ouverte en permanence sur les délégués de base. Réductions du nombre de représentants du personnel élus par les salariés et remise en cause des IRP et des Prud'hommes avec la loi Macron. Mais il y a un autre versant où la direction confédérale ne porte par le projecteur : celui de la recherche par ce gouvernement de la mise au pas des délégués et des élus pour obtenir de bons toutous conditionnés pour dire amen à toutes les demandes de régression sociale des patrons. En restant dans le cadre des « conférences sociales » où l'ordre du jour n'est pas bâti sur la plate-forme revendicative des syndicats, en développant la confusion autour du « dialogue social » alors que pour patronat et gouvernement, ce dialogue s'entend comme un monologue unidirectionnel basé sur la litanie des revendications patronales où il ne saurait être question de la moindre négociation sérieuse des revendications des salariés, les directions syndicales ne rendent pas service aux militants de base persécutés, aux

salariés licenciés ou victimes des chantages patronaux pour imposer la baisse des conditions de travail (Smart..).

Sortir du « dialogue social » et autres « agendas sociaux » basés sur les calendriers patronaux et gouvernementaux, ré-imposer les revendications par la mobilisation, en refusant de discuter des demandes patronales, voilà la seule voie par laquelle les salariés retrouveront confiance, s'engageront massivement dans la voie de la syndicalisation et imposeront un rapport de forces qui fera reculer la répression. Mais cette voie suppose de vouloir et de promouvoir l'indépendance syndicale, à commencer par rapport au présent gouvernement.

Finlande : là aussi, le prétexte de la « dette publique »

30.000 manifestants à Helsinki, transports et services publics au ralenti (y compris les magasins d'État de vente d'alcool) ce 18 septembre, contre les mesures d'austérité découlant du programme électoral de la coalition de droite issue des élections d'avril dernier.

Mercredi soir, le premier ministre Juha Sipilä a défendu ses propositions lors d'une allocution télévisée, la première pour un chef de gouvernement depuis 22 ans, rappelant que la Finlande accroissait sa «*dette au rythme de près d'un million d'euros par heure depuis sept ans, jour et nuit, tous les jours de la semaine*». Ainsi donc, même dans ce pays nordique censé être plus porté à la tempérance budgétaire que d'autres, on retrouve cette fameuse «dette publique». La «dette» est universelle, caractéristique du stade actuelle d'accumulation de la richesse et des contradictions du système capitaliste. Aux travailleurs de refuser partout cette « dette », aux travailleurs de s'unir ensemble par delà les frontières pour mettre à bas ce système.

Voir la déclaration de l'IUF/UITA du 16 septembre 2015 énonçant et dénonçant les mesures anti-sociales décidées par le gouvernement finlandais : <http://www.iuf.org/w/?q=fr/node/4462>

Chronique des Macronneries courantes

Depuis quelques semaines, nous avons déjà eu droit à un florilège de Macronneries, expressions publiques de la pensée économique profonde de ce banquier, non élu, promu ministre de l'économie par Hollande.

Attaque contre les 35H, alors qu'avec 6 millions de chômeurs, toutes catégories confondues, la question de l'heure en France est celle de la baisse massive du temps de travail avec maintien des salaires et créations d'emplois, notamment publics pour rebâtir les services publics...

Attaque sur le Code du travail dont la publication du rapport Combrexel est la pointe avancée, visant ni plus ni moins que le renversement de la hiérarchie des normes et la soumission du salarié individualisé dans le tête à tête de la négociation permanente de son contrat de travail, sans aucun filet protecteur de la loi.

Cette semaine, ce fut le tour du statut des fonctionnaires, déclaré «plus adapté au monde tel qu'il va» et «surtout plus justifiable»... En fait, on a compris : Macron est pour l'égalité des salariés, public et privé, égalité dans la merde, l'incertitude et la galère, tous au salaire minimum dans la précarité, sans perspective de carrière. Macron en veut au statut des fonctionnaires car il en veut au service public, « dépassé » et « injustifiable » à l'heure où, selon lui, le marché peut pourvoir à tout.

A chaque fois, on a droit à un sketch en deux temps commençant par un « recadrage » de Hollande ou de Valls, réaffirmant « on ne touchera pas à ... » pour ensuite entonner un hymne de soutien et de confiance renouvelée au même Macron.

Et pendant ce temps-là, M. Cambadelis, premier secrétaire de ce qui fut le Parti socialiste, propose une primaire à gauche basée sur une question simple « Voulez-vous une gauche unie pour les régionales dès le premier tour ? ». Pour faire du Macron dans les régions comme dans les ministères ? Non merci.

La seule unité possible du moment est celle qui rassemblera les salariés contre les coups du MEDEF ET ceux du gouvernement, unité se fixant un objectif clair : faire cesser cette politique, le plus tôt étant le mieux.

Si cette unité ne se réalise pas, ce sera Sarkozy, Juppé et/ou Le Pen en 2017.

Si cette unité se réalise et va jusqu'au bout, on pourra parler d'une autre politique, d'un autre gouvernement, en notre faveur, cette fois !

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- Envoyez nous critiques et contributions auxquelles nous donnerons suite dans la mesure de nos ressources disponibles.